

Unité départementale de l'Aisne
47, avenue de Paris
02200 SOISSONS

SOISSONS, le 17 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Rue de Senlis
77230 Moussy-le-Vieux

Références : ORI24RINSP_011
Code AIOT : 0005100521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et Neuville une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé.

Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020.

L'établissement est soumis à la directive IED.

Le site compte 320 salariés avec un fonctionnement en 3*8 continue.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AIR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1er alinéa	AP de Mise en Demeure du 22/02/2023, article 2	Sans objet
2	Valeurs limites applicables aux autres installations	AP Complémentaire du 23/11/2020, article 3.2.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté la conformité des éléments demandés au 1er alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°IC/2023/042 signé le 22 février 2023 par la société Tereos. La société Tereos devra déposer au préfet un rapport à porter à connaissance pour l'installation de la nouvelle colonne de lavage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1er alinéa

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/02/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : La société TEREOS, établissement d'Origny-Sainte-Benoite, dont le siège social est situé rue de Senlis à Moussy-le-Vieux (77230), est mise en demeure, de respecter les dispositions énoncées à l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2022 susvisé : - en fournissant à l'Inspection un justificatif d'installation d'analyseur en continu des COV pour les colonnes C030 et C040, un plan d'actions pour 2023 de diminution des émissions de COV des colonnes de lavage, un devis pour le changement de la colonne C030, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ; - [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les éléments de réponse concernant l'article 2 de la mise en demeure, le 4 juillet 2023 : - le rapport de mise en service de l'analyseur en ligne des colonnes C030 et C040 (recalibrage en août 2023) - le devis pour la mise en place d'une nouvelle colonne - le plan d'actions pour 2023 de la diminution des COV des colonnes de lavage. Lors de la visite, l'inspection a constaté les éléments suivants en salle de contrôle : L'analyseur en continu des COV pour les colonnes C030 et C040 a bien été installé et mis en service en juin 2023. L'analyseur a été recalibré en août 2023 par TECHTEAM. Les paramètres, concentration en COV, débit d'eau et température de l'eau sont suivis en continu en cabine de contrôle. L'exploitant arrive à maîtriser ses concentrations de COV en pilotant le débit d'eau, il a également mis en place un "registre de suivi des COV". Cette maîtrise des COV par pilotage du débit d'eau induit donc une augmentation de la consommation d'eau pour les colonnes de lavages C030 et C040. L'ensemble de ses éléments permet de lever l'écart du 2ème alinéa de l'article 2 de la mise en demeure du 22/02/2023.
Observations : L'exploitant devra détailler le plan d'action concernant les COV avec les actions qu'il a déjà mis en place, notamment en termes de pilotage du process par rapport aux émissions de COV, et le transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites applicables aux autres installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2020, article 3.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Concentrations instantanées en mg/Nm3 : -laveurs distilleries : COVnm et COV annexe III. [...] Flux en kg/h et t/an : - laveurs distilleries : COVnm et COV annexe III. [...]
Constats : L'arrêté préfectoral impose à la société Tereos des valeurs limites en concentrations et en flux. La société Tereos ne transmet pas ses résultats en flux. Tereos explique cette absence par le fait qu'il y ai une erreur concernant les débits nominaux pour les colonnes C030 et C040 (justifications faite par échange courriel du 30/11/2023 indiquant que INTERIS a communiqué à TEREOS les débits nominaux réels des 2 colonnes principales (Fermentation/préfermentation),pour comparaison aux valeurs indiquées dans l'AP du 23/11/2020 basé sur ERS 2017 (débits moyens sur période 2012-2015)
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de redéfinir les débits nominaux dans le Porter à Connaissance qu'il déposera au cours de l'année 2024 pour l'installation de la nouvelle colonne de lavage. Il mettra à jour l'ERS avec ces débits nominaux. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral aura lieu suite au PAC.
Type de suites proposées : Sans suite